

Recherches sociographiques



Jean CHRÉTIEN, *Passion politique*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2007, 462 p.

Vincent Lemieux

Volume 50, numéro 1, janvier–avril 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/029995ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/029995ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lemieux, V. (2009). Compte rendu de [Jean CHRÉTIEN, *Passion politique*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2007, 462 p.] *Recherches sociographiques*, 50(1), 194–196. <https://doi.org/10.7202/029995ar>

d'une gouvernance efficace dans un contexte disparate. Dans le domaine du fédéralisme fiscal, qui a assumé une part de plus en plus importante du discours sur les relations intergouvernementales dans les dernières années en raison du rôle du pouvoir de dépenser du fédéral et en raison du déséquilibre fiscal, David McGrane soutient que les réductions dans les transferts fiscaux par le gouvernement fédéral entre les années 1988 et 2002 ont engendré une grande variété de réponses provinciales au chapitre des dépenses soutenues dans les programmes sociaux et des solutions créatives pour contrer le manque de revenus. La contribution de McGrane déconstruit la sagesse conventionnelle selon laquelle il est assumé que les compressions dans les transferts de paiement fédéraux nuisent sérieusement aux capacités fiscales des provinces – autrement dit, que le fédéralisme fiscal demande que nous nous prononcions constamment en tant qu'analystes.

Finalement, une préface et un *post-scriptum* de Roy Romanow et de Benoît Pelletier offrent respectivement des réponses divergentes aux défis auxquels le Canada est confronté aujourd'hui, ce qui correspond parfaitement aux tensions fondamentales décrites ci-dessus. Romanow fait un plaidoyer pour des efforts de collaboration par tous les gouvernements du Canada pour faire face aux nouveaux défis, sans égard aux obstacles juridictionnels, alors que Pelletier vante les mérites de la gestion asymétrique comme une nouvelle avenue qui répond aux besoins du Québec tout en respectant l'idéal fédéral d'autorégulation et de régulation partagée. Ces deux « visions » du fédéralisme canadien, venant de véritables gestionnaires, sont positionnées de façon appropriée dans le livre, fournissant des réponses pragmatiques et concrètes à une collection d'articles qui jettent un nouveau regard éclairant et apportent un approfondissement sur la pratique du fédéralisme canadien au XXI^e siècle.

Raffaele IACOVINO

Skelton-Clark Postdoctoral Fellow in Canadian Affairs,
Department of Political Studies,
Queen's University.
raffaele.iacovino@mail.mcgill.ca

Jean CHRÉTIEN, *Passion politique*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2007, 462 p.

L'ouvrage porte sur les dix années de Jean Chrétien au poste de premier ministre du Canada, de 1993 à 2003. Il est divisé en quatorze chapitres qui suivent à peu près un ordre chronologique. Il y a d'abord les premiers jours de Chrétien au poste de premier ministre, la lutte contre le déficit et la dette, les amitiés américaines et la crise dans l'industrie de la pêche qui a opposé le Canada et l'Espagne. Viennent ensuite deux chapitres qui rappellent la crise constitutionnelle du début des années 1990 et le débat autour de la clarté référendaire. Les trois chapitres suivants sont consacrés à des

questions de sécurité, à des histoires de golfeurs et aux élections fédérales de 1997. Un autre concerne les rapports de l'auteur avec la reine d'Angleterre et avec des femmes qui ont occupé des postes importants au Canada, sans oublier la plus admirable de toutes aux yeux de Jean Chrétien, son épouse Aline. Un long chapitre intitulé « Complots et rebondissements » fait état des politiques du gouvernement libéral en matière d'éducation et de recherche, de santé, d'infrastructures et se termine sur les élections de 2000. Les chapitres 12 et 13 portent surtout sur la politique extérieure, alors que le dernier chapitre raconte les événements qui se sont déroulés de l'élection de 2000 à la fin de l'année 2003, moment où Jean Chrétien quitte le poste de premier ministre du Canada.

Tout au long de l'ouvrage, il est souvent question de l'entourage de Chrétien, de ses ministres, des premiers ministres et des autres politiciens provinciaux, de ses adversaires sur la scène fédérale, mais aussi des chefs d'État ou de gouvernement qu'il a eu l'occasion de rencontrer au Canada ou ailleurs dans le monde. La plupart d'entre eux sont jugés de façon favorable, dont tout particulièrement Bill Clinton, Tony Blair, Boris Eltsine, et même George W. Bush, à certains égards. Les relations avec Jacques Chirac ont été tendues dans le contexte du référendum québécois de 1995, mais elles se sont améliorées ensuite. Pour ce qui est des premiers ministres et des autres politiciens provinciaux, il est surtout question de ceux du Québec. Aucun d'entre eux ne semble avoir été particulièrement apprécié par Jean Chrétien, qu'ils soient péquistes ou libéraux. Au moment du référendum de 1995 au Québec les relations avec Jean Charest, alors chef du Parti progressiste-conservateur, et avec Daniel Johnson, chef du Parti libéral du Québec, n'apparaissent pas très cordiales. C'est cependant envers Paul Martin que Jean Chrétien entretient le plus de rancunes. Elles deviennent particulièrement vives à partir du moment où Martin manifeste son empressement à devenir chef du Parti libéral et premier ministre du Canada.

Le livre brosse un autoportrait de ce que l'auteur estime être ses principales qualités : le pragmatisme, le sens de l'ordre, la connaissance des dossiers, l'efficacité à diriger les réunions du conseil des ministres, mais aussi l'aptitude à déclencher les élections au moment propice et à les gagner. Il faut dire que Chrétien a profité d'une conjoncture économique favorable et de conjonctures politiques encore plus favorables, qui vont des erreurs de Kim Campbell aux élections de 1993, à la division entre les réformistes et les progressistes-conservateurs aux élections de 1997 et de 2000. Toujours majoritaire en sièges obtenus, il ne l'a jamais été, et de loin, en votes recueillis.

L'auteur reconnaît quelques erreurs, dont celle d'avoir décidé de fermer le Collège militaire de Saint-Jean, en 1994, et surtout, celle de n'avoir pas été assez clair sur ses intentions de se retirer de la politique, une fois cette décision prise, ce qui a donné l'impression qu'il voulait s'accrocher au pouvoir.

Dans l'affaire de l'auberge de Grand-Mère, Jean Chrétien répète qu'il n'a fait que jouer son rôle de député de Shawinigan, et dans l'affaire du programme des commandes, il répète que le dérapage est dû surtout à quelques individus qui n'étaient pas

d'allégeance libérale. Il néglige de dire que ce programme, qui visait après le référendum québécois de 1995 à mieux faire connaître la présence du gouvernement fédéral au Québec, a créé un contexte tel que, pour des libéraux fédéraux, la fin justifiait les moyens, dont ceux qui ont été pris pour financer le parti par des voies détournées. Il aurait été opportun qu'à titre de chef du Parti libéral fédéral, le premier ministre du Canada s'inquiète davantage des dérives qui étaient ainsi mises en place.

Vincent LEMIEUX

*Professeur émérite,
Département de science politique,
Université Laval.
vlemieux@sympatico.ca*

Michael ADAMS, *Unlikely Utopia. The Surprising Triumph of Canadian Multiculturalism*, Toronto, Penguin Canada, 2007, 249 p.

Michael Adams est connu pour ses analyses des valeurs et des représentations sociales faites à partir de sondages nationaux et, plus particulièrement, pour ses études comparées sur les États-Unis et le Canada. Rappelons que, dans *Fire and Ice* publié en 2002, il remettait en cause le mythe de la convergence des valeurs entre les deux grands voisins, observant notamment que le Québec et le Texas représentaient des cas extrêmes sur le plan des valeurs dans l'espace nord-américain. Dans son dernier ouvrage, il remet cette fois en question un certain nombre de mythes et d'idées reçues entourant l'immigration et le multiculturalisme canadien, sans oublier sa cousine québécoise, l'interculturalisme.

Au Québec, beaucoup de gens ignorent qu'il existe d'importants courants d'opinion fort critiques du multiculturalisme au Canada anglais, accusé d'être la source d'une certaine apathie pour la chose publique (« civic apathy »), soupçonné d'être à l'origine d'une crise identitaire canadienne, menaçant l'égalité entre les sexes, jusqu'à être la cause d'un racisme à l'envers (celui pratiqué par des groupements minoritaires à l'encontre de la majorité). Peu d'observateurs ont noté, au plus fort des débats sur les aménagements raisonnables en 2008, que les inquiétudes manifestées par un certain nombre de Québécois avaient aussi leur pendant ailleurs au Canada, comme en témoignent l'ouvrage de Richard Gwyn, *Nationalism Without Walls* (1995) ainsi que les anecdotes et exemples rapportés par Adams. Celui-ci note, dans son étude des sondages pancanadiens, que les attitudes défavorables et les représentations négatives envers les immigrants sont en régression depuis les années 1990, époque où fleurissaient aussi les analyses négatives ou pessimistes à propos du multiculturalisme. Les sondages d'Environics indiquaient que plus de 60 % des répondants interrogés en 1990 estimaient que le Canada accueillait trop d'immigrants, une proportion qui a diminué par la suite